

Rédaction-administration : 2, rue Richard-Lenoir, 93 108 Montreuil. Tél : 808.00.80 à 84. Telex : PRENO A 211.628 F.

Edité par la SPN (Société de presse nouvelle) Directeur de la publication : Alain Bobbio. Numéro de la commission paritaire : 46 722.

Imprimé par Rotographie à Montreuil. Ficcobono (pour le Sud-Est). Midifax-Toulouse (pour le Sud-Ouest).

• Belgique : 18 FB • Suède : 2,25 KR
• Luxembourg : 15 Fl • Italie : 350 L • Grèce : 22 DR
• Suisse : 1 FS • Portugal : 15 Esc
• Algérie : 1,60 Dinar • Maroc : 2,10 Diram.

rouge

quotidien communiste révolutionnaire 1F 80

Besançon :
Sursis pour les Lip

Lire page 5

A propos de défense, Marchais répond à Mitterrand Maintien « en Etat »

Le ton des « réflexions » de Georges Marchais, publiées en première page de l'Humanité, hier matin, témoigne du caractère largement artificiel de la polémique sur la défense nationale entre le Parti communiste et le Parti socialiste. Il est à noter que le secrétaire général du PCF ne reprend pas ses allusions à la « collégialité » en matière de décision d'emploi de la force nucléaire et qu'il revendique une nouvelle fois l'expression « tous azimuts » en matière de stratégie, il n'en fait manifestement pas un point de rupture. Chacun sa t, d'ailleurs, que du strict point de vue des forces militaires françaises actuelles, les deux mots n'ont aucune valeur.

Par contre, Georges Marchais évoque une série de points fondamentaux — maintien en état de l'arme nucléaire, refus de la réintégration dans l'OTAN, présence dans l'Alliance atlantique — sur lesquels, dit-il, « les bases générales d'un accord existent ». Le Programme commun réactualisé confirmera donc la version initiale qui parlait de « respect des alliances de la France sur le plan de la Défense nationale. » Et il introduira l'élément nouveau — sur lequel les partenaires de l'Union de la gauche sont d'accord — du maintien de la bombe « en état » par opposition à la formule de 1972 : « arrêt immédiat de la fabrication de la force de frappe ; ren- conversion de l'industrie nucléaire militaire. »

Que reste-t-il alors comme divergence « essentielle » ? Le référendum : choix tactique pour François Mitterrand qui doit faire face à un Parti socialiste imprégné, à la base, de pacifisme et qui compte bien sur un certain « flou » avant les élections législatives pour rassembler des voix écologistes ; refus tactique pour Georges Marchais, qui doit compter sur un Parti communiste mal à l'aise après le virage à 180° sur l'armement nucléaire, le printemps dernier, et qui souhaite laisser le moins de marge de manœuvre possible à son partenaire socialiste dans la perspective de l'accession de la gauche au gouvernement.

Ce débat ne nous intéresse guère. Il s'inscrit d'abord dans la perspective du « maintien en état » de l'armée bourgeoise telle qu'elle existe en France aujourd'hui. Il n'évoque pas, ensuite, les conditions mêmes d'une consultation réellement démocratique. François Mitterrand demandera-t-il simplement un jour aux « Français », de dire oui ou non à la bombe ? On voit mal, à vrai dire, le Parti communiste et le Parti socialiste au gouvernement laisser la parole aux « comités de soldats » lors de la campagne électorale précédant le référendum. Enfin, le débat n'aborde pas le problème du nucléaire civil, soulevé discrètement, pourtant, par François Mitterrand dans son interview au Matin.

Tout démontre, en fait, que l'affaire du référendum n'est déjà qu'une pièce de plus au dossier du « sommet » de la gauche qui aura à parapher définitivement le nouveau Programme commun, au début de l'automne. Il n'y a pas lieu, dès lors, d'y voir le signe d'une rupture éventuelle de la coalition. Et les boursicoteurs, qui ont massivement acheté depuis une semaine, devraient bientôt avoir un aperçu de leur cécité politique.

Pierre Julien

La parade d'Elisabeth en Irlande DRAPEAUX NOIRS POUR LA REINE

• Un soldat britannique et un adolescent abattus

« Nous brandirons le drapeau noir parce que le pouvoir de la reine est synonyme de mort » déclarait hier soir un porte-parole de l'IRA provisoire alors que le yacht de sa majesté n'avait pas encore mouillé sur la côte irlandaise, sa plus vieille colonie où elle entend parader pour fêter son jubilé.

L'armée britannique est déployée pour protéger sa reine : 32 000 hommes, des

lance-missiles, des hélicoptères, une opération « monarch » dirigée par ordinaire et inspirée des meilleurs James Bond. Et l'armée, qui est là pour ça, tire : hier un jeune garçon de 16 ans a été tué, dans ces quartiers ouest de Belfast où la vue de l'uniforme britannique déclenche immédiatement des volées de cailloux. Tué d'une balle dans le dos ! Quatre heures après, un soldat anglais était abattu. Oeil pour oeil...

« Elysa-britt » arrive donc aujourd'hui dans Belfast en effervescence. Ses conseillers hier encore essayaient de la dissuader de cette visite de prestige. Mais la morgue de l'impérialisme britannique n'en est pas à un cadavre près...

2 500 prisonniers politiques irlandais sont incarcérés au sud, au nord et en Angleterre. Or, c'est justement cette semaine l'anniversaire de l'introduction de l'internement sans

jugement en Irlande. C'est cette date maudite pour tout Républicain irlandais qu'Elysa-britt a choisi pour venir pavaner. On comprend ainsi on ne peut mieux le degré d'exaspération des populations républicaines qui ne peuvent ressentir cette visite que comme une vulgaire et grossière provocation.

Simon Ploëch

Lire page 2

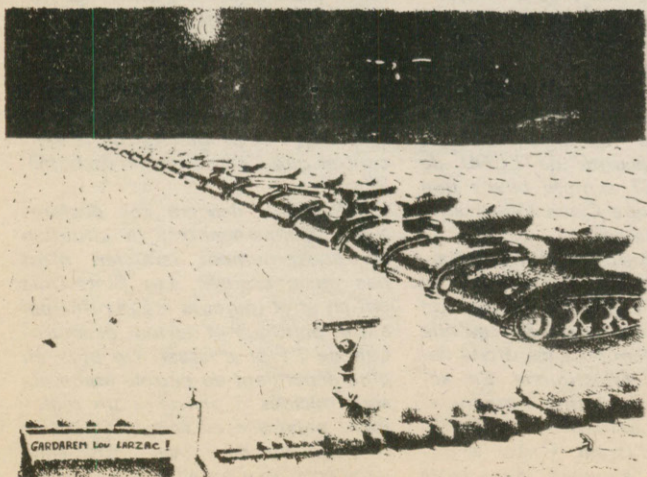


Larzac 77 : l'unité pour un week-end ?

Les paysans, le comité millavois et les comités Larzac veulent, cette année « un rassemblement offensif avec tous ceux qui se battent pour vivre et travailler au pays et décider eux-mêmes de leur sort. De leurs besoins réels et de leurs aspirations. Contre les choix économiques d'une politique qui engendre :

- la misère et l'exode rural ;
- le chômage et les licenciements ;
- la militarisation croissante de la société ;
- la réimplantation des centrales nucléaires. »

Les rassemblements d'août 1973 et d'août 1974 vi-



Extrait de « Gardarem lo Larzac », n° 12, de juin 1976.

saient à faire reculer le pouvoir par la construction d'un vaste rapport de forces. Le contexte politique de 1977 est différent. Le résultat des élections municipales a montré à quel point le régime était discrédité. De plus, il a montré qu'une partie des travailleurs n'était pas prête à attendre les yeux fermés une éventuelle victoire électorale de l'Union de la gauche. Les 103 paysans du Larzac n'accordent pas une confiance absolue en l'actuelle coalition ; ils veulent créer par ce rassemblement un nouveau rapport de forces qui leur soit plus favorable.

La manifestation du week-end prochain est soutenue localement par les organisations politiques (LCR, PSU, PS) et syndicales (CFDT) regroupées au sein du comité millavois. Seule la CFDT locale et régionale appellent au rassemblement. Il est à noter que le PS, bien qu'appelant, n'investit pas ses militants dans la préparation et l'organisation de la marche. Après sa défaite aux dernières élections, le PS ne sait plus sur quel pied danser face à un électeurat qui a choisi Diaz, « le sauveur », millionnaire radical de gauche bien connu. Promettant monts et merveilles à une ville en proie au chômage et à la récession, la municipalité conduite par Diaz s'oppose à l'extension du camp... dans un cadre légal et le maire en bon notable ne cache pas ses préférences pour les négociations (mini-extension ?) aux grands rassemblements populaires. Le PC et la CGT sont absents de la lutte depuis 1974, mais fidèles à leur tactique, ils appellent cette fois à la marche...

Correspondant Millau

Lire en page 5

28 partis communistes dénoncent la bombe à neutrons

La bombe à neutrons, c'est ce qu'on appelle une arme « propre » : elle tue un maximum de gens en causant un minimum de dégâts à l'environnement, aux villes, aux usines... C'est d'un cœur léger que Carter vient de signer un projet de loi autorisant la fabrication d'ogives nucléaires à neutrons aux Etats-Unis.

L'agence Tass dénonce avec une extrême vigueur cet « acte dangereux » qui « confirme l'intention du gouvernement des Etats-Unis d'entreprendre un nouveau round coûteux et extrêmement dangereux dans la course aux armements nucléaires ». Dans le même temps, on en avait perdu l'habitude, vingt-huit PC condamnent dans un document la production de cette bombe aux Etats-Unis. Ils « dénoncent le caractère monstrueux de cette arme, qui vise délibérément à l'extermination de millions d'êtres humains ». C'est un plaisir qui se fait de plus en plus rare que celui de retrouver côte à côte, en bas d'un

même document, la signature du PC italien, du PC espagnol, du PC français, et celle des PC de RDA, de Bulgarie et d'URSS...

La dénonciation du militarisme américain est légitime et indispensable. Ceux qui ont lancé la bombe A sur Hiroshima peuvent appuyer demain sur le bouton qui libère les ogives à neutrons. Mais le pacifisme des PC a ses limites et ses incohérences : cette belle déclaration n'empêche pas le PCF de s'engager à maintenir en parfait état, dans le cadre de l'Etat bourgeois, l'arme nucléaire française qui n'est pas mal non plus dans le genre monstrueux et barbare ; et puis, le caractère dérisoire de ces protestations, énergiques et solennelles, toujours, face à une aussi belle leçon de choses saute aux yeux : la signature en grande pompe des Accords d'Helsinki n'empêche pas le moins du monde l'impérialisme de perfectionner son dispositif militaire. Chiffons de papier contre ogives.

La polémique entre les Temps nouveaux et Santiago Carrillo
Le requin se rebiffe

L'hebdomadaire soviétique *les Temps nouveaux* reprend dans son dernier numéro sa polémique contre le dirigeant communiste espagnol, Santiago Carrillo, et, au-delà, contre l'eurocommunisme. Cette fois, l'hebdomadaire retranscrit, à sa manière il est vrai — c'est-à-dire en censurant — les réactions de différents partis communistes au virulent débat qui a opposé le Kremlin au PCE.

Pour le dirigeant du PC indien et américain, pas de problèmes, leur position est retranscrite *in extenso* : ils critiquent violemment l'eurocommunisme en l'assimilant à l'impérialisme.

C'est l'intervention du PC polonais qui a eu droit aux coups de ciseaux. Son ton « ouvert » n'a en effet pas plu aux dirigeants du Kremlin qui n'en ont publié que l'extrait critiquant l'antisoviétisme de Carrillo. Les passages de l'article du journal polonais qui parlaient de la nécessité de discuter « au sein des partis frères de nouvelles conceptions comme le compromis historique du PCI ou l'union du peuple de France du PCF » et expliquaient que les thèses de Carrillo devraient faire l'objet d'un « calme débat fondé sur la confiance mutuelle » ont été supprimés.

Dans le même article, *les Temps nouveaux* insistent aussi lourdement sur les contacts entre l'ambassade des Etats-Unis de Madrid et des représentants du PCE. Le journal laisse entendre que Santiago Carrillo, lui-même, pourrait être invité aux Etats-Unis — nouvelle qui a été immédiatement démentie par un porte-parole du PCE.

Cette nouvelle offensive contre Santiago Carrillo est certes plus voilée que la première. Elle reflète cependant l'inquiétude des dirigeants soviétiques devant les réactions modérées émises par certains PC des Pays de l'Est sur les idées des PC « eurocommunistes ». N'ayant pas réussi à diviser les PC européens, avec sa première attaque contre Carrillo, le Kremlin essaie de resouder le bloc des « sardines » autour du « requin » selon les formules de ce dernier. D'autant plus que le président Ceausescu a reçu récemment Santiago Carrillo, lui manifestant ainsi son appui, et que le maréchal Tito, attendu ces jours-ci en visite officielle à Moscou, s'est posé en défenseur de l'eurocommunisme.

Avions soviétiques pour Amin-Dada

Amin-Dada qui ne laisse jamais à quiconque le soin de parler à sa place a annoncé que l'URSS lui avait livré de « nombreux avions de combat ». Pourquoi faire ?

Du côté de l'Europe antinucléaire

● **Espagne : marche antinucléaire le 14 août**

La commission de défense du fleuve Guadiana de la ville de Badajoz (province d'Extremadura), organise le 14 août une marche verte pour protester contre la construction d'une centrale nucléaire à Valdecaballeros. Il y a un mois, une première marche avait échoué en raison du bouclage policier qui avait empêché des milliers de manifestants de se réunir. Cette fois, les organisateurs ont décidé de maintenir la marche avec ou sans l'autorisation des pouvoirs publics.

● **Allemagne fédérale : fin de l'occupation du chantier de Brokdorf**

La centaine de militants antinucléaires qui campaient aux abords du chantier de la centrale nucléaire de Brokdorf, ont commencé à évacuer les lieux après que la police ait entouré le campement. Par contre, à Ghronde, en Basse-Saxe, où une centrale est en construction, plusieurs dizaines de militants sont toujours installés dans un village « anti-atomique ». On s'attend cependant à une intervention policière.

IRLANDE

La reine d'Angleterre arrive aujourd'hui dans un climat d'émeute

Un soldat britannique et un adolescent abattus

La visite-provocation d'Elysabeth, qui non seulement se prétend reine d'Angleterre, mais aussi d'Irlande du Nord, « Elysa-brit » comme on l'appelle dans les quartiers républicains de Belfast, a déjà provoqué deux morts, alors même que son yacht, « le Britannia », n'a pas encore accosté.

Un jeune garçon de 16 ans a été abattu par une patrouille de l'armée anglaise, d'une balle dans le dos. C'est à l'ouest de Belfast que l'armée britannique, selon ses habitudes coloniales, a tiré alors que la population des quartiers l'accueillait à coups de pierre et de concerts de pou-belles et de coups de sifflet.

La riposte ne s'est pas faite attendre. Quatre heures plus tard, on apprenait qu'un soldat britannique avait été tué dans ces mêmes quartiers que, comme le rapporte notre correspondant ci-dessous, l'armée cherche à « saturer ». Entre temps, une bombe avait explosé dans les jardins de l'université de Coleraine que la reine doit visiter jeudi.

Aujourd'hui, on s'attend, tant l'exaspération est grande, à de violents affrontements lors de la parade du cortège royal à Belfast et de la réception au château d'Hillsborough.

Belfast, de notre correspondant.

Pour protéger la reine, l'opération « monarch » a été mise en place. 32 000 parachutistes britanniques, policiers du Royal Ulster Constabulary et membres du régiment de défense de l'Ulster, sont sur place afin de « saturer » de soldats les



quartiers républicains de Belfast. Par ailleurs, hélicoptères, dispositifs antimissiles et hommes-grenouilles sont en état d'alerte autour du yacht royal, ancré à une demi lieue des côtes. Ces manœuvres à la James Bond sont coordonnées par ordinaire. Trente militants ont été arrêtés au cours d'une vaste rafle menée dans quelque 200 maisons des quartiers républicains. Ils viennent grossier les rangs des 2 500 prisonniers politiques irlandais, tant au sud et au nord qu'en Grande-Bretagne elle-même.

« Eliza-brit » comme l'appellent les Irlandais, n'ira certainement pas

visiter Long Kesh où 160 prisonniers refusent depuis un an de porter l'uniforme carcéral des droits communs. Ils restent nus dans leur cellule. Le 7 août, une manifestation organisée par le Relatives Action Committee et le Sinn Fein Provisoire pour le rétablissement du statut politique des détenus républicains, a

rassemblé 10 000 personnes à Belfast.

Le 12 août prochain, les loyalistes défilent à Derry pour célébrer une de leurs victoires historiques sur les « natives » tandis qu'aujourd'hui, le Sinn Fein Provisoire appelle à des manifestations à Derry et à Belfast. Henry Dawson

ARGENTINE

Enrique Broquer, dirigeant du Parti socialiste des travailleurs, kidnappé à Buenos Aires

Enrique Broquer, dirigeant du Parti socialiste des travailleurs (organisation sympathisante de la IV^e Internationale en Argentine) et avocat de l'organisation, a été kidnappé au début juillet à Buenos Aires. Broquer, qui est âgé de 69 ans, était connu pour son activité incessante en défense des prisonniers politiques — et parmi eux de la centaine de militants du PST qui sont emprisonnés ou portés manquants.

Il avait été à des nombreuses reprises la cible de menaces de mort et fut arrêté plusieurs fois par les autorités militaires alors qu'il rendait visite à des prisonniers. L'enlèvement de notre camarade Broquer vient s'ajouter à la longue liste des avocats disparus depuis le coup d'Etat militaire. Plusieurs d'entre eux ont été retrouvés morts après leur kidnapping. Pour notre camarade Broquer, les dangers sont encore plus grands étant donné son âge et son état de santé délicat. Des messages de protestation doivent être envoyés à l'ambassade d'Argentine à Paris.

MOYEN-ORIENT

Les Américains veulent forcer Israël à négocier avec les Palestiniens

La tournée diplomatique du secrétaire d'Etat américain Cyrus Vance au Proche Orient semblait hier encore piétiner face à l'intransigeance des Israéliens qui ne veulent pas encore parler de discussions avec les Palestiniens. Mais la proposition de l'Organisation de libération de la Palestine (OLP) de reconnaître la résolution 242 du Conseil de sécurité de l'ONU de novembre 1967 semble ouvrir une brèche, alors que Cyrus Vance arrivait hier en Israël.

Cette résolution de l'ONU reconnaît les « droits de tous les Etats du Proche Orient ». L'OLP proposait un amendement qui stipulerait qu'elle reconnaît également « les droits nationaux » des Palestiniens. En acceptant cette résolution, l'organisation d'Arafat admettrait implicitement l'Etat d'Israël. Carter a immédiatement annoncé que cette proposition de l'OLP levait un des

derniers obstacles à sa présence à la table des négociations qui doivent avoir lieu à Genève à l'automne. Les Israéliens ont réagi très vivement à cette déclaration de Carter. Selon le Premier ministre Begin, il n'est pas question qu'Israël reconnaisse l'OLP « cette organisation d'assassins aspirant au génocide » et promet de ne la rencontrer que « sur le terrain de bataille ».

Pourtant, derrière ces déclarations intransigeantes, la situation du gouvernement israélien n'est pas aussi assurée. Les Etats-Unis ont en effet toujours été le principal appui politique et surtout économique de l'Etat d'Israël. De plus en plus dépendant du pétrole arabe, ils sont décidés à arriver à un règlement pacifique au Moyen Orient et il dispose de moyens très convaincants pour amener le gouvernement israélien à composer.

L'arrangement de Polanski

Roman Polanski nous balance ses fantasmes au cinéma. C'est le privilège d'un artiste de « pouvoir réaliser » dans des fictions qu'il transforme en un produit communiqué aux autres, ses désirs ou ses visions.

Polanski a eu une vie bouleversée, faite d'épisodes tragiques, depuis son enfance dans le ghetto de Varsovie jusqu'à l'assassinat de sa femme enceinte de huit mois, Sharon Tate, par Manson et sa tribu, il y a dix ans, en passant par ses fuites devant les nazis, puis devant les bureaucrates de Pologne.

Il a fait des films bizarres, inquiétants, d'horreur froide. Répulsion, Rosemarys baby, Chinatown comptent parmi les chefs-d'œuvre du cinéma. Le viol d'une filette de 13 ans, préalablement droguée ne comptera jamais parmi les chefs-d'œuvre de la vie.

Polanski est un cinéaste génial. Polanski est aussi un individu pourri jusqu'à la moelle. L'un ne justifie pas l'autre. Sauf pour l'ordre établi. Rigoureux avec le tout-venant, arrangeant avec ses artistes. A Santa Monica (Californie), Roman Polanski, 43 ans, a plaidé coupable et a reconnu devant le juge californien avoir eu des relations sexuelles avec une mineure de 13 ans.

Le juge Lawrence Rittenbad a accepté, en échange de cette plaidoirie, de ne pas retenir les cinq autres charges pesant contre le réalisateur (dont le viol avec usage de drogue, la fourniture de drogue, la sodomie et la sexualité buccale) et de ne pas le juger en procès public. Polanski a seulement déclaré qu'il savait qu'elle avait 13 ans. Deux psychiatres l'examineront.

L'accord juridique a été obtenu avec l'accord de la famille de la fillette. Celle-ci avait été victime des phantasmes de Polanski, en mars dernier, dans une villa d'Hollywood appartenant à Jack Nicholson. Angelica Huston, fille de John, avait accepté de témoigner à charge en échange de l'oubli de la drogue trouvée sur elle.

Entre « gens du monde », on s'arrange toujours. C'est bête, mais je crois que je ne pourrai plus jamais voir un film de Polanski.

D.F.

PC-PS : LE VERBE HAUT

Décidément, le mois d'août est sur le plan politique un mois chaud. Au niveau des états-majors politiques du PC et du PS, c'est la canicule ! On a fait donner la grosse artillerie. Georges Marchais sur TF1 la semaine dernière vilipende François Mitterrand sur la question de la Défense nationale ; avant-hier, ce dernier réplique dans les colonnes du «*Matin*», enfin, hier, le secrétaire général du PCF contre-attaque dans «*l'Humanité*»... Qu'en est-il de cette guerre thermo-verbale ?

Faire la bombe à deux...

«*Une convention nationale, sorte de petit congrès, arrêtera définitivement notre position en décembre*», rappelle François Mitterrand dans le *Matin*. Cette procédure ne risque-t-elle pas de bloquer l'actualisation en cours du Programme commun, lui rétorque-t-on. Non point, réplique le premier secrétaire du Parti socialiste, puisque dès septembre les responsables nationaux du parti «*prendront leurs responsabilités*». «*La convention nationale, qui détient le pouvoir d'approuver ou de désapprouver, appréciera. J'espère qu'elle nous confirmera sa confiance*». Quel magnifique fonctionnement démocratique ! On ouvre la discussion dans le parti, on convoque un «*petit congrès*», mais de ce qu'il en sortira, on n'en a cure puisque les responsables nationaux se seront déjà prononcés depuis trois mois !

Mitterrand, décidément très en verve de consultations, réitère, certes un peu plus timidement que la première fois, sa proposition de référendum sur l'armement nucléaire de la France. Marchais a beau jeu de lui répondre que cette proposition met l'Union de la gauche en position de faiblesse et que c'est dès aujourd'hui qu'elle doit se doter d'une

position claire ; que c'est aussi sur ses positions en matière de défense que les électeurs se prononceront en 1978. «*On ne peut découper son bulletin de vote en petits morceaux*», ajoute Marchais, hier matin, dans *l'Humanité*. (Notons qu'avant-hier soir, sur TF1, d'Ornano a sorti le même type d'argument, dont en substance : «*Dans un référendum, on s'exprime par oui ou par non, il faut donc faire des propositions concrètes, ce que le PS ne fait pas*».)

«*Tout en se ralliant en fait à l'arme nucléaire, le PC, par une série de propositions subséquentes, en annulait l'effet de dissuasion*», explique F. Mitterrand dans la même interview, faisant allusion notamment au principe de «*collégialité*» de la décision «*d'appuyer sur le bouton*», et à l'engagement du «*non-emploi en premier*» de l'arme nucléaire avancé par J. Kanapa dans son rapport du 11 mai dernier. Mitterrand souligne, en entrant dans la logique du PCF, que ces principes ne sont valables que pour les super-puissances, mais pas pour la France «*qui n'a de chance de dissuader un agresseur mieux armé qu'elle qu'en conservant la possibilité de tirer la première*».

Que nous réservent les semaines à venir en déclarations fracassantes ? Entre ceux qui veulent maintenir la puissance nucléaire de la France «*en état*»... stationnaire et ceux qui veulent la maintenir «*en état*»... de compétitivité, entre ceux qui sont contre la bombe par principe et qui sont pour malgré tout, et ceux qui sont pour aujourd'hui tout en restant contre sur le fond, que faut-il penser ?

Le PC comme le PS laissent planer l'illusion d'une défense autonome de la France. C'est ce que fait le premier en proposant la création d'un système indépendant de repérage et de détection ; c'est ce que fait le second en défendant la possibilité de «*tirer le premier*», même si Mitterrand dit clairement qu'il n'est pas question de quitter l'Alliance atlantique, il n'en est pas à une contradiction près. De ce point de vue, le distinguo habilement entretenu par les deux partis, entre un versant politique qui serait l'Alliance atlantique et un versant militaire qui serait l'OTAN est largement fallacieux.

Il est clair que la force de frappe française n'a de sens que dans le cadre de dispositif de l'OTAN, qu'elle n'a de crédibilité que comme

force d'appoint. Cela donne toute la mesure de la querelle qui traverse l'Union de la gauche et les empoignades sur la question de savoir qui appuiera sur le bouton paraissent bien dérisoires quand on sait que ce type de décisions ne sera jamais du seul et unique ressort de la France. La question est ailleurs : il s'agit pour les deux partis de donner suffisamment de gages à la bourgeoisie avant leur éventuelle accession au pouvoir.

Si pour le Parti socialiste, les choses sont claires : il n'a jamais été question de quitter l'Alliance atlantique, ni de se priver du «*parapluie atomique*» américain, il en va différemment pour le PCF qui, par ses liens spécifiques au mouvement ouvrier, par son histoire, est aujourd'hui placé dans une contradiction profonde qui provient de la façon même dont il présente et défend son «*virage*» atomique. «*Nos forces conventionnelles sont devenues pratiquement inexistantes. C'est pourquoi nous disons qu'il serait totalement irresponsable de décider de renoncer unilatéralement à notre armement atomique*», répète G. Marchais, hier, dans les colonnes de *l'Humanité*. On conçoit aisément qu'avec un tel argument, bien des

dents doivent grincer au sein du parti...

En définitive, les divergences portent sur la maîtrise des conséquences économiques, politiques, diplomatiques, du choix atomique. Le reste, les envolées sur la «*démocratie*», la «*clarté*», la «*responsabilité*» ne sont que de la confiture électorale. Les propositions concrètes des uns et des autres : la proposition du PC sur le passage de la stratégie «*anticité*» à la stratégie «*antiforces*» (uniquement tournée sur des objectifs militaires) à l'avantage de séduire tout le monde et en premier lieu l'état-major qui sait que cela nécessiterait au moins un triplement du nombre des vecteurs terrestres détenus par la France ! Le PS en envisageant une nouvelle articulation de la triade stratégique, tactique, conventionnel, intéresse toute une frange d'officiers peu amateurs de la «*stratégie de l'incertitude*» giscardienne. Reste que l'un comme l'autre sont d'accord pour cautionner le développement incontrôlé du nucléaire civil (étroitement lié au militaire), source de profits sans égal pour le capital. Faire la bombe ? Ils sont d'accord, mais parviendront-ils à éviter la gueule de bois ?

Patrick Mars

Bordeaux

Pleins feux sur EDF

Les locaux d'EDF sont, depuis les affrontements de Creys-Malville et ses suites, la proie des engins incendiaires préparés par quelques «*rescapés de Malville*» (c'est comme cela qu'ils se présentent). Hier, deux d'entre eux passaient devant la 23^e chambre des flagrants délits de Paris (voir ci-contre). Mais cette situation «*inquiète*» les organisations syndicales de l'EDF-GDF. C'est pourquoi, dans un communiqué publié lundi, elles lancent un mot d'ordre de grève d'une heure jeudi matin car «*elles n'entendent pas accepter que le personnel se fasse insulter et travaille dans un climat d'insécurité*». La position de la CFDT tranche tout de même avec la connotation du communiqué commun des cinq fédérations syndicales.

Flagrants délits pour deux incendiaires d'un local d'EDF

Application relativement stricte de la loi pénale.

Au nom de la loi pénale et de son «*application relativement stricte*» ainsi qu'il est dit dans le jugement, la 23^e chambre des flagrants délits de Paris a condamné hier Anna Piacentino-Guastarero et Philippe Tirard à la peine de six mois de prison dont trois avec sursis pour «*transport sans motif légitime d'un engin*

incendiaire, bris de clôture et rébellion». Et plus de 500 F d'amende pour Anna toute seule pour contravention de violence à agents. Pour le nombreux public de sympathisants, ce fut une énorme déception. L'affaire venue une première fois le 2 août, c'est-à-dire le lendemain même de l'événement avait été renvoyée après réquisitoire et plaidoirie, en vue d'un éventuel complément d'information. En fait, il n'y eut rien de tel, rien qu'un jugement lu en tout début d'audience et dont le verdict est très lourd.

Six mois pour avoir jeté, le soir de Malville, une bouteille de bierre remplie de liquide incendiaire contre le local de l'EDF, 96, rue de Belleville à Paris. Six mois, alors que l'EDF ne s'était même pas constituée partie civile et avait reconnu que les dégâts étaient dérisoires. Six mois, alors que les juges ont bien été forcés de reconnaître que les «*violences à agents*» ne pouvaient pas être retenues. Six mois pour une protestation, pour un acte symbolique et nécessaire. Bourgoin-Paris, c'est l'application de la loi du silence.

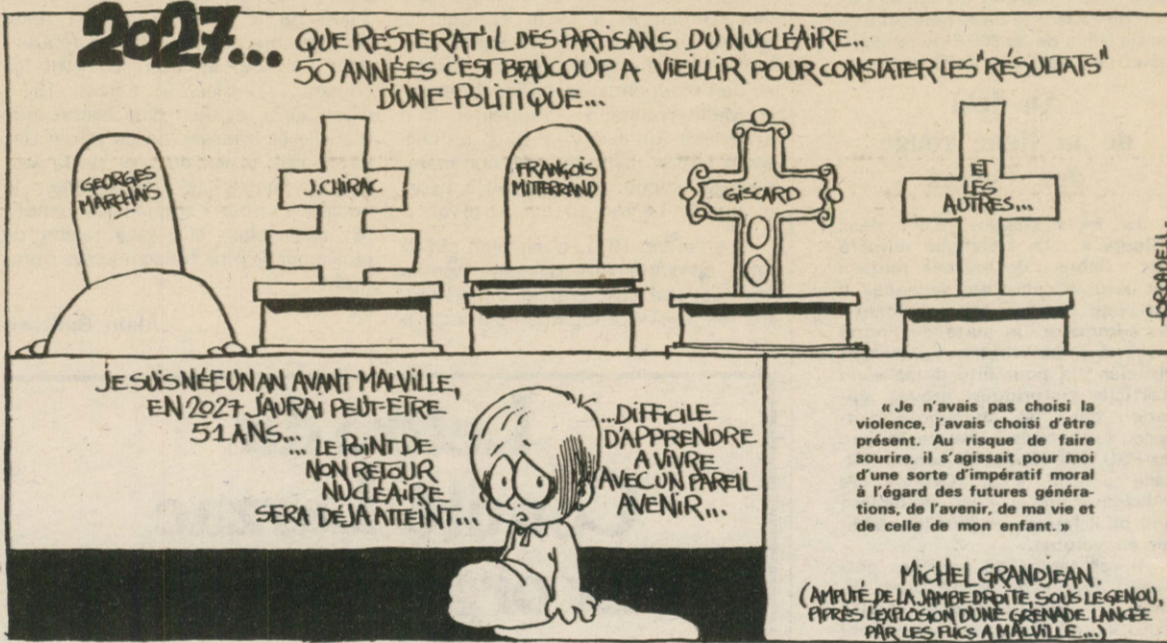
M. Scémama

Des réactions

PSU

Le bureau national du PSU : «*Après une parodie de justice, le tribunal de Bourgoin-Jallieu a condamné à plusieurs mois de prison des manifestants arrêtés en dehors du lieu de la manifestation et à une heure où celle-ci était terminée. La procédure du flagrant délit ainsi que le recours à la loi anti-casseurs soulignent assez le caractère politique d'un tel jugement*».

«*Le véritable jugement procès des événements de Creys-Malville reste à faire, c'est celui d'un préfet et d'un gouvernement qui ont décidé l'emploi d'armes de guerre contre une manifestation qui s'opposait au programme nucléaire décidé par le pouvoir*».



MICHEL GRANDJEAN. (AMPUTÉ DE LA JAMBÉ DROITE, SOUS LE GENOU, APRÈS L'EXPLOSION D'UNE GRENADE LANCÉE PAR LES FICS À MALVILLE...)

UTCL

Une fois de plus la justice a su prendre le relais de la police. Après avoir assassiné, voilà que le pouvoir met en prison et ceci malgré l'absence totale de preuves. Mieux, cette sinistre farce a tout au long été entachée d'irrégularités démontrant la volonté du pouvoir de frapper à tout prix. Il s'agit là d'un procès politique car, au travers des otages de Bourgoin, le pouvoir a voulu atteindre tout ceux qui refusent le programme électronucléaire.

L'Union des travailleurs communistes libertaires exige la libération de tous les emprisonnés, la levée de toutes les condamnations et des mesures d'expulsion.

L'UTCL, pour sa part, est prête à s'associer dans l'unité la plus large et sans exclusive à toute initiative visant à obtenir la libération de nos camarades.

Les camarades de la LCR de Lyon protestent contre la désinvolture avec laquelle «*Rouge*» a publié une lettre de deux militantes en vacances («*Rouge*» de mardi) que, pour leur part, ils n'ont pas rencontrées et qui rend compte faussement de l'intervention à Bourgoin de la LCR de Grenoble et de Lyon.

Courrier de Malville

Purisme ou campagne de masse

Un mot pour répondre au petit professeur rouge de Limoges (*Rouge* de lundi). Sur un ton très docte, le camarade proteste contre la façon dont *Rouge* a rendu compte de Malville (...) et que la déclaration unitaire CCA-LCR-OCT de Lyon relève du délire guérillériste.

Visiblement, le camarade ne lit pas *Rouge* tous les jours, sinon il saurait que la LCR s'est battue dans le mouvement pour une marche pacifique sur le site, non pour des raisons de principe mais parce qu'à nos yeux, le rapport de forces ne nous permettait pas une manifestation offensive, que l'on risquait d'isoler le mouvement antinucléaire et que la bataille prioritaire était de gagner des secteurs du mouvement syndical au front antinucléaire contre la capitulation des réformistes...

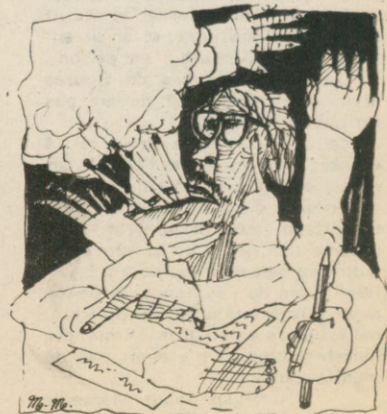
Parallèlement, nous avons mené, avec d'autres organisations, une bataille politique dans le mouvement pour l'autodéfense active de la manifestation. Mais n'ayant pas la responsabilité de la direction de la manifestation et n'ayant pas l'intention de se substituer à l'ensemble de la manifestation, nous étions un courant minoritaire.

A propos du mot d'ordre «*délinant*», «*Inculpez Janin*», le camarade devrait comprendre qu'il est possible aujourd'hui de faire une campagne d'agitation sur les événements de Malville qui ait comme objectif de dégager les responsabilités du

régime et d'accroître son isolement. Parce que tu sais, camarade, dans les boîtes, en tout cas dans notre région, on en discute de Malville. Le mot d'ordre «*Inculpez Janin*» de même que celui d'interdiction des grenades offensives n'ont rien de révolutionnaire en soi mais sont le support d'une campagne de masse.

Derrière la position de «*puriste*» du camarade de Limoges, il y a celle de L.O. pour ne pas dire de l'O.C. c'est-à-dire de la désertion argumentée au nom de l'orthodoxie la plus stricte. Trotsky avait trouvé un nom à ce type d'argumentation, il l'appelait ça la «*sophistique des traités*»...

Ahmed, militant LCR Lyon



Michel Grandjean

Communiqué du syndicat CFDT EGF de Paris

Les divers attentats commis contre les locaux EDF ne sont qu'une conséquence de la politique énergétique du gouvernement et de la violence dont il a fait preuve à multiples reprises comme à Pellerin, Malville, etc. La direction générale EDF est également responsable de cette situation puisqu'elle a été l'initiatrice de la promotion du tout nucléaire. Le syndicat CFDT de Paris-distribution rappelle : 1) que les peines infligées aux inculpés de Malville et Pellerin doivent être levées, et les inculpés relaxés ; 2) qu'elle exige un moratoire de trois ans du programme électronucléaire ; 3) qu'un débat public sur le nucléaire doit s'instaurer ; 4) que la répression envers tous ceux qui manifestent leurs inquiétudes devant la poursuite d'un programme nucléaire inacceptable doit cesser.

Syndicat CFDT Paris EGF

Le syndicat de la DR Paris EGF appelle donc à suivre le mot d'ordre de grève d'une heure lancée par les fédérations, sur la base des revendications ci-dessus.

On vous dit tout

Le secrétariat national du PS demande la libération des six de Bourgoin

Le secrétariat national du PS s'associe, hier, dans un communiqué, à la demande de libération des manifestants emprisonnés à l'issue du procès de Bourgoin-Jallieu, formulée par la fédération socialiste de l'Isère.

Il exprime dans ce texte « ses plus expresses réserves quant aux conditions de déroulement du procès et condamne les recours à la procédure du flagrant délit et à la loi anti-casseurs, qui n'ont pu permettre un débat complet ». « Le fait que le procès se soit déroulé sans discontinuer pendant 25 heures, indique le PS, n'a pas créé les conditions d'un examen approfondi des motifs d'inculpation. Les événements de Creys-Malville ne font, malheureusement, que montrer avec plus d'acuité encore, et de gravité, que précédemment, l'urgence d'un débat national sur l'énergie nucléaire que refuse obstinément l'actuelle majorité. »

Solidarité avec Montefibre

Le conseil municipal socialiste d'Epinal a demandé que la sauvegarde de l'outil de travail de l'usine de Montefibre soit assurée. Dans un communiqué, le conseil estime que l'usine est un « bien national, quel que soit son anonyme propriétaire ». Le communiqué a été envoyé au Premier ministre et à la presse par le maire socialiste, P. Blanck.

D'autre part, plusieurs municipalités du département des Vosges viennent d'adopter le principe d'une aide financière aux travailleurs, sous réserve de l'approbation de l'autorité de tutelle préfectorale. Plus de 30 000 F de subventions ont déjà été ainsi votées.

Au-delà de la ligne rouge des Vosges

La mois suivant, c'est dans « Rouge »... Le troisième numéro des « Cahiers de l'Alsace rouge » est paru au début des vacances. Il est aussi bon que les précédents. Au sommaire : la suite de l'hommage à Fredo Krumnov, militant alsacien ; la poursuite d'une série d'articles historiques : grèves, agitation chez les cheminots d'Alsace ; un commentaire sur le livre du PSU, « Le Nucléaire contre l'Alsace » ; etc. « Les Cahiers de l'Alsace rouge », c'est tellement bon qu'il faudra un jour les rééditer en volume.

Il est temps de vous les procurer : auprès de Jean-Claude Richez, 3, quai au Sable, 67000, Strasbourg. On peut s'abonner aussi : 30 F les six numéros.

Jugement remis pour Apalategui

La cour d'Aix devait rendre hier son jugement dans l'affaire Apalategui.

Elle l'a fait et battu à l'occasion un record d'hypocrisie : jugement remis au 14 octobre. Selon une logique machiavélique que lui avait soufflée l'avocat général à l'audience de la semaine dernière. Celui-ci prétendant qu'Apalategui était un homme de main de l'ETA devait être extradé. Si la cour ne le considérait pas comme un droit commun, elle n'avait qu'à attendre la réponse de l'OFPRA (Office français de protection des réfugiés et apatrides) que est habilité en France pour accorder le statut de réfugiés politiques ; et en attendant garder Apalategui en prison.

Dans tous les cas de figures donc Apalategui ne devait pas retrouver la liberté.

La cour attendra donc le 14 octobre, le temps que l'OFPRA ait rendu son propre jugement. En attendant, Apalategui restera en prison aux Baumettes, il a entamé une grève de la faim le 30 juillet on sait qu'il est déjà très affaibli. Lors de l'audience, la police avait pris position autour du tribunal toujours à l'affût de la moindre manifestation. Il n'y avait pas de manifestants !

Correspondant Marseille

Contre le militarisme, contre le nucléaire

LARZAC 77 !

En 1974, après le rassemblement des « 103 » sur le plateau, les paysans avaient annoncé qu'il n'était plus question de faire un « pèlerinage annuel » sur le camp. Mais, de fait, la démobilisation certaine les a conduits à convoquer en catastrophe le rassemblement du 26 juillet 1976, après le plastiquage de la ferme des CUN (organisation de militants non violents installés sur le plateau) par l'armée et la condamnation de paysans en juin 1976.

Cette année, les 103 veulent donner plus d'ampleur encore au rassemblement, ne serait-ce que pour arriver en 1978 en position de force, car il faut bien le dire, les paysans restent persuadés que jusqu'aux législatives, il ne se passera rien d'autre que le lent grignotage des terres par l'armée.

Si la presse ne voit dans le Larzac que le dernier « chaînon » des festivités écologiques de l'été, ce qui marque certainement la lutte des 103 paysans du Larzac réside dans la prise de conscience remarquable dont ils ont fait preuve tout au long de leurs sept années de lutte. On est passé du slogan : « Des moutons pas des canons » à la dénonciation d'une armée qui « hier torturait, aujourd'hui brise les grèves et réprime toute contestation à l'intérieur (soldats en lutte) comme à l'extérieur ».

La presse aux ordres comme le *Midi libre* a longtemps présenté le Larzac comme la défense d'un « magnifique lieu sauvage », à cette époque la société Roquefort refusait également l'extension du camp pour la « défense de l'indépendance nationale et de la Méditerranée »... rappelant fort justement qu'il n'y a plus qu'une seule région militaire sous commandement unique de Toulouse à Lyon et que le Larzac en est le pivot.

Le Larzac 1977, c'est bien sûr la lutte opiniâtre des paysans contre l'armée, une course pied à pied entre les GFA (Groupements fonciers



Le rassemblement du 26 août 1973 sur le plateau.

agricoles financés par des « capitaux militants » sous forme de parts de mille francs) qui ont acheté plus de mille hectares et l'armée qui en a récupéré 5 000 (le projet de Debré était de faire passer le camp de 3 000 ha à 17 000 ha, il en reste donc encore plus de 9 000 à acquérir pour l'armée, au train où vont les choses... !). Mais le Larzac 1977, c'est aussi, et bien plus encore que Malville et Naussac un carrefour des luttes des travailleurs et de la jeunesse contre le militarisme, le nucléaire, pour l'emploi, les minorités nationales, etc. Une raison de plus pour y être présents très nombreux.

Alain Sullivan

Le sous-préfet de Millau autorise le rassemblement

De nombreux paysans du Larzac participaient, dimanche, à la marche de Naussac après les événements dramatiques de Malville. Beaucoup craignaient un affrontement. La marche de Naussac a été pacifique. Les paysans du Larzac envisagent plus calmement le rassemblement des 14 et 15 août. Déjà, le vendredi matin 5 août, le sous-préfet, lors d'une rencontre avec le collectif d'organisation, a assuré que la manifestation ne serait pas interdite si les paysans se contentaient aux objectifs fixés : marche pacifique sur le territoire mili-

taire. Après avoir mis sur le sens des responsabilités des paysans, le sous-préfet a tenté de dédramatiser les événements de Malville. Cependant, on note que sur Millau, ville à la porte du Larzac, tout le personnel hospitalier et tous les docteurs ont été réquisitionnés pour les journées des 13 et 14 août. On peut être sûr que nombreux seront les CRS et les gardes mobiles stationnés dans les bâtiments du camp actuel (comme ce fut le cas lors des précédents rassemblements).

Correspondant Millau

Lettre du Comité Larzac aux organisations politiques

Nous avons reçu le message suivant du Comité millavois de défense du Larzac adressé aux organisations syndicales CFDT, CGT, FEN et autres organisations de travailleurs et travailleuses en lutte (immigrés, jeunes...).

« Camarades, lors du rassemblement au Larzac des 13 et 14 août 1977, six meetings distincts et simultanés auront lieu le samedi soir sur les thèmes suivants : Larzac-luttes paysannes ; viticulture ; emploi-luttes ouvrières ; armée-militarisation ; Occitanie-minorités nationales ; écologie-nucléaire.

« Une commission de préparation bâtie autour du Comité millavois animera le meeting emploi-luttes ouvrières. Cette commission se donne pour but de vous contacter, de centraliser vos réponses ou vos demandes pour définir le cadre du meeting. Il nous semble important que vous insistiez dans les interventions sur vos luttes sur les points suivants : le lien par rapport au thème central du rassemblement : « Vivre et travailler au pays » ; la liaison éventuelle avec les thèmes des autres meetings ; comment vous avez organisé la lutte ; quelles ont été les relations avec les différentes couches de la population locale ; comment s'est manifestée la solidarité syndicale et politique ; quelles sont vos perspectives actuelles ; enfin, les introductions possibles aux forums du lendemain (dimanche matin).

« Il serait bon que le meeting réserve une place importante aux problèmes spécifiques des femmes dans ces luttes.

« Le dimanche matin, avant la marche prévue, les six meetings éclateront en de multiples forums. Pensez-vous être en mesure d'animer l'un de ces forums, et sur quel thème ?

« Nous attendons vos réponses, nous précisant si vous souhaitez intervenir au meeting ; tenir un stand ; vendre votre matériel de popularisation (et éventuellement vos productions...).

« Une dernière réunion de mise au point aura lieu à La Jasse du Larzac, le samedi 13 août à 10 h.

« Il vous appartient de faire connaître largement cette lettre. Le rassemblement Larzac de cet été se doit, entre autres, d'être un lieu de rencontres et de confrontation d'expériences. Il contribuera à « garder le Larzac » et à renforcer nos luttes à tous.

Cordiales salutations. »

Le Comité millavois de défense du Larzac



• Pour les départs en car de Paris, s'adresser au comité Larzac de Paris, 12, rue Censier tous les soirs entre 19 h et 21 h. Les départs sont prévus vendredi vers 21 h 30. Il est prudent de réserver à l'avance. Le prix du voyage est de 130 F.

• Adresse du comité Larzac de Millau : Patrick Bourdin, 4, place de la Capelle, Millau. Tél. : 15 (65) 60.33.43.

• Viennent de paraître : — Dans le numéro de juin des « Temps modernes », un dossier constitué par des paysans du Causse : Résistance au Larzac. — Une brochure réalisée par les comités Larzac : Larzac, un enjeu national (Coopérative agricole, rue de Glossop, 12100 Millau).

• Pour acheter une ou plusieurs parts de GFA (Groupement foncier agricole), écrivez au comité départemental de sauvegarde du Larzac, chambre d'agriculture, route de Mograzès, 12009 Rodez.

• Pour contacter le CUN (Centre de rencontre pour une défense populaire et non violente), écrivez à : la Blaquière, 12230 La Cavalerie.

• Les avocats du MAJ qui participent au forum « Justice et luttes » organisent une réunion préparatoire le 13 août à 9 h 30, au local des œuvres laïques, 33, boulevard Richard, Millau.

• Le rassemblement 77 du Larzac se prépare à Clermont-Ferrand. Pour toutes informations, une permanence du comité Larzac se tiendra jeudi soir

à 20 h 30, à la salle 236 du centre Blaise-Pascal. C'est du même endroit qu'un départ groupé aura lieu samedi matin à 9 h, à l'appel du comité Larzac et des sections clermontoises du PSU, de la LCR et de l'UTCL.

D'autre part, l'UIB CFDT de Clermont-Ferrand appelle également au rassemblement du Larzac.

• L'union départementale CFDT du Val-de-Marne informe les adhérents et militants CFDT qu'elle prend les inscriptions pour se rendre au rassemblement des 13 et 14 août sur le Larzac. Départ en cars le vendredi 12 août au soir. UD CFDT, 2 rue Tirard 94000 Créteil. Métro Créteil université. Tél. 207.29.29.

• Départ de Flamanville, vendredi soir, 20 h 30, place de la République, 120 F.

Le PS sera là

Le Parti socialiste sera présent au rassemblement du Larzac des 13 et 14 août prochains. Il entend manifester ainsi son soutien aux agriculteurs concernés par l'extension du camp militaire. Cette nouvelle émane de la fédération de l'Aveyron du PS qui ajoute notamment que le parti « est fermement décidé à refuser toutes les provocations de quelque sorte que ce soit, à chercher à éviter toutes les manifestations risquant de provoquer des affrontements violents. Pour faire le point global de cette manifestation, le PS organise une conférence de presse le lundi 15 août à 10 h, sur son lieu de regroupement. »

BESANÇON

UN SURSIS POUR LES LIP

C'est le 12 septembre que le tribunal de commerce de Besançon se prononcera sur la demande de conversion du règlement judiciaire de la société Lip-SA en liquidation de biens, présentée lundi par le syndic M^e Jacquot. En 1974, c'est une conversion semblable qui avait permis à la société européenne d'horlogerie, avec Neuschwander à sa tête, de démarrer.

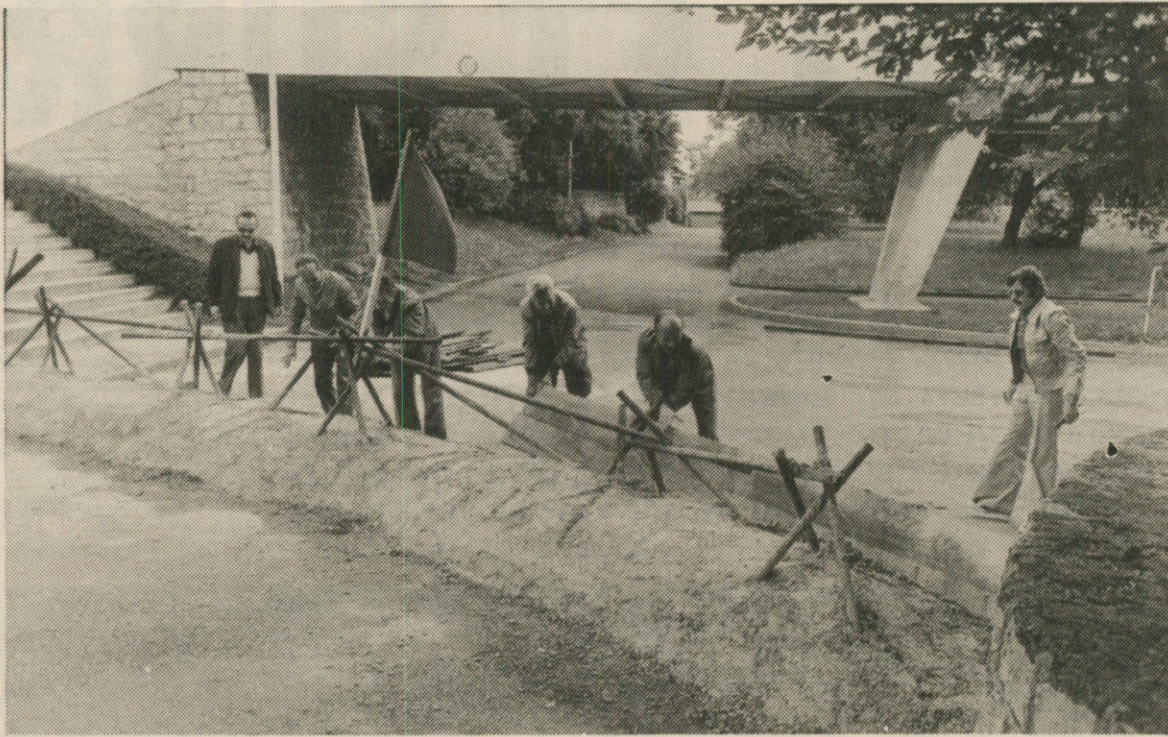
La société Lip-SA est cependant restée propriétaire de la marque Lip, des bâtiments et terrains de l'usine et d'une grande partie des machines.

Les travailleurs de Lip estiment que le délai que se donne le tribunal de Besançon est un « recul qui permettra de voir venir ».

Pendant la séance du tribunal, les Lip avaient organisé une manifestation.

Par ailleurs, au cours de l'assemblée générale de mardi, après le compte rendu du tribunal, a été posé le problème de la perspective de coopérative ouvrière et la discussion s'est enclenchée. Jean Raguènes a fait un résumé des 16 mois passés de lutte et présenté cette perspective, que seuls les gens « à l'extérieur » nomment coopérative, mais qui est en fait pour lui une « autre hypothèse de lutte ».

Le problème a été posé de savoir si l'une des hypothèses « A », la « coopérative » ou « B », on continue la lutte actuelle de façon renforcée, donnait une certitude quant à la non-inter-



Barricades devant l'usine de Palente après la menace d'intervention des flics.

vention des flics. Pour les Lip dans leur majorité, il apparaît bien difficile de trancher à l'heure actuelle. La plupart suivront leur « instinct » comme dit Gérard Cugney.

Aujourd'hui, la fédération de la métallurgie CFDT se rend à Lip et formulera sans aucun doute sa façon d'envisager le problème.

Rectificatif

Dans l'article paru hier dans « Rouge » sous le titre « une coopérative à Lip ? », une phrase a été coupée au montage rendant la fin de l'article incompréhensible. Il fallait lire : « C'est la question qu'il faut leur poser sans se limiter à leur demander s'ils soutiendraient une coopérative ouvrière. »

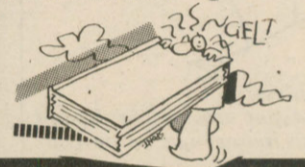
Naussac : rectificatif

Plusieurs erreurs de détail se sont glissées dans le reportage de Jean-Yves Touvais (« Rouge » du lundi 7 août) sur la marche de Naussac, en raison d'une mauvaise transcription téléphonique. Les manifestants et les habitants de la région auront rectifié d'eux-mêmes.

Nous tenons néanmoins à préciser que le Parti socialiste, contrairement à ce qui a été écrit, n'était pas absent de la marche. S'il n'avait publié aucun communiqué officiel de soutien et s'il ne tenait pas de stand sur le lieu du rassemblement, ses militants étaient présents en masse sur le terrain et ses élus locaux, notamment ceux de Langogne, défilaient en tête de la manifestation.

Jean-Claude Chazal, président de la Fédération des organismes de défense du bassin de Naussac et adjoint au maire de Langogne, proteste, dans un communiqué, contre les propos « erronés » de D'Ornano, lundi à TF 1 à propos du barrage en construction.

« Les démocrates adversaires du projet de barrage, précise le communiqué, demandent aux responsables des chaînes de télévision TF 1 et Antenne 2 de bien vouloir organiser un débat contradictoire sur cette affaire. »



Les conflits de l'été

Interview d'un délégué du C.E. de Deffrenne (Roubaix) groupe Schlumpf

Il y a un an environ, les salariés du groupe Schlumpf apprenaient que leurs patrons avaient décidé de liquider leurs usines et de rapatrier leurs capitaux en Suisse. A Roubaix, chez Deffrenne, bien avant de recevoir les lettres de licenciement, les ouvriers étaient mobilisés. En février, une importante délégation se rendait à Mulhouse visiter le « musée des travailleurs » (collection d'automobiles des frères Schlumpf) et renforcer les liens avec leurs camarades alsaciens. Depuis, les formes de la mobilisation n'ont cessé de se multiplier, rencontrant un large écho dans la population locale : forums, le 1^{er} Mai ;

manifestation dynamique, le 24 mai (plus massive et plus combative que le 1^{er} Mai) ; occupation des locaux, camouflage d'une partie du stock et des pièces essentielles des machines ; « portes ouvertes », le 14 juillet.

Aujourd'hui, Deffrenne est l'une des vingt-cinq boîtes occupées cet été (recensées par « Syndicalisme-Hebdo ») et commence à remplacer la CIP comme exemple de boîte en lutte sur la région.

Le 29 juillet, la sentence de l'audience en référés était rendu : évacuation des locaux. Pourtant, elle était assortie d'un délai de trois semaines, peu commun dans ce genre d'affaires.

« Deffrenne devrait être le point de rencontre de l'unité populaire »

• Pourquoi ce délai ?

— Nous ne sommes parvenus à aucune réponse claire. On ne peut qu'émettre des hypothèses. Il est sûr que le soutien populaire apporté à notre lutte a influencé la décision du juge. Ils recherchent aussi sans doute le pourrissement de l'action. Mais il est possible également que le préfet profite de ce répit pour chercher une ultime solution satisfaisante. L'argument développé par les travailleurs de la rentabilisation de l'entreprise a dû porter.

Cependant, nous nous attendons à un coup de force et nous nous y préparons. Après la CIP et Désombré, les patrons du textile craignent que notre lutte fasse tache d'huile.

• Quelle a été leur attitude jusqu'à présent ?

— Ils ont été surpris par notre détermination. Ils se sont ingéniés à faire échouer toute solution de rachat malgré la rentabilité de la boîte...

• ... Comme le blocus organisé contre la CIP.

— ... Et aussi parce que le coulage de boîtes comme Deffrenne fait partie de leur plan de restructuration du textile.

• Quels liens entretenez-vous

avec la CIP et d'autres boîtes en lutte ?

— A la CIP, nous fournissons les sacs plastique dans lesquels sont emballées les chemises produites par les ouvrières qui ne sont pas encore réembauchées. On entretient des liaisons régulières avec les autres usines du groupe Schlumpf, mais aussi avec toutes les autres boîtes en lutte, Lip en tête. Ces liaisons se font de manière intersyndicale, de section à section, CFDT, CGT et même FO. A ce niveau, il n'y a pas de sectarisme. Nous avons beaucoup appris et nous commençons à retransmettre notre expérience, par exemple avec Montefibre, dans les Vosges. Le débat est engagé au sein de notre fédération Hacuïtex.

• Pourtant, la lutte semble entre les mains de la seule CFDT ?

— C'est vrai que localement la CFDT a peut-être abusé de sa place dans la lutte pour organiser seule la campagne de solidarité. Mais les démarches auprès des autres organisations n'ont pas toujours été payantes. Par exemple, la CGT a pris position contre le démontage des pièces et le camouflage des stocks. Elle soutient néanmoins la lutte.

• Comment s'organise la solidarité ?

— Beaucoup de choses ont été

réalisées. La période des vacances n'est pas facile. Mais le millier de personnes venu le 14 juillet pour la journée « portes ouvertes » nous a regonflés. Deffrenne devrait être le point de rencontre de l'unité populaire.

Nous attendons le soutien effectif de tout le mouvement ouvrier, toutes tendances réunies. C'est urgent.

• Comment se déroule la lutte ?

— Elle est très largement prise en charge. Chacun prend son tour de garde. La moitié des ouvrières est en vacances, mais tous seront présents le 21 août. A chaque fois que des propositions individuelles d'emploi ont été faites, il y a eu une réaction collective et spontanée de refus.

Nous n'envisageons pas encore de reprendre la production. Histoire de ne pas griller toutes nos cartouches. Pour l'instant, on essaye de ne pas s'ennuyer.

• Et quelle riposte envisagez-vous en cas de coup dur ?

— Nous sommes préparés. Nous avons envisagé plusieurs tactiques de riposte suivant la tournure des événements et nous continuons d'y réfléchir. Un réseau de contacts est déjà en place depuis longtemps.

• Interview recueillie par notre correspondant.

Dans le train « spécial chômeurs »



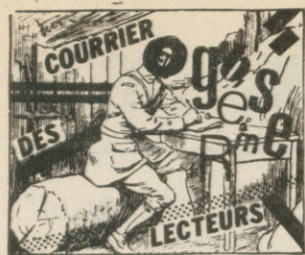
Ceux d'Ideal Standard « La coordination des luttes, ça c'est payant »

Lundi matin, dans le « train-spécial-chômeurs » de la CGT qui amenait 500 chômeurs à Dieppe. Dans le wagon réservé aux travailleurs en lutte, une forte délégation d'Ideal-Standard.

« On est venus à trente, à peu près. On ne pouvait pas venir tous : ça fait 23 mois qu'on occupe, mais les CRS ne sont jamais très loin. » Le moral n'est pas au beau fixe. « On reste 150 à occuper, sur 700. On nous avait fait miroiter l'espoir d'un stage de formation, auquel on aurait eu droit si on acceptait de rendre 50 % du stock qu'on détient. On a tous signé, à condition que le stage ait lieu dans l'entreprise même. Mais on a appris récemment que

le ministère du Travail « suspendait » le stage jusqu'à nouvel ordre. On veut nous user. »

Quelles perspectives, avant 1978 ? « Vous comprenez, nous, on ne fabrique pas des montres, mais des radiateurs en fonte... Alors écoulé le stock, relancer la production... Des perspectives, on en a eu, avec la « coordination des entreprises en lutte ». On en était, avec la section CGT, avec les Lip, et d'autres. C'est cela qui est payant. Mais il faudrait que la CGT en prenne l'initiative nationalement ; elle a beaucoup plus de poids que nous... De toute façon, s'il faut attendre 1978, ça risque de ne pas être possible : 500 F par mois pour un ménage, c'est peu... »



C'EST ARRIVE PAR LA POSTE

Une lettre d'insultes

On reçoit aussi ce genre-là par la poste. Signature évidemment illisible, banalité consternante de l'inspiration, les bilieux manquent de style par les temps qui courent. Pour rire, on la passe, mais c'est là dernière fois.



Messieurs,

Ayant trouvé par hasard votre journal que je ne connaissais pas, je l'ai parcouru par curiosité.

En dehors du fait que j'ai tout de suite compris à quel genre de feuille de chou appartenait ce journal archi coco, crachant sa bile à tout va, j'ai cependant lu un article reproduisant une lettre de lecteur ??? sur Carnac où doit s'ouvrir un centre de cure marine. Ce monsieur semble très bien être au courant des activités futures de Carnac. Il critique fort le fait que cela ne servira qu'aux rupins du XVI^e arrondissement et oublie tout simplement ce qui devrait intéresser plus que tout les gauchistes que vous êtes, soit que ce complexe apportera à Carnac une centaine d'emplois, paraît-il, ou plus ?

Mais cela, après tout, n'intéresse pas les cocos, maos et autres gens. Ils ne tiennent sans doute pas tellement à travailler, se contentant de vivre au jour le jour et ne faisant œuvre utile que dans les manifestations. Un breton qui n'est pas du tout gauchiste.

A propos, de quoi vivez-vous, pour paraître tous les jours et ne vendre que quelques dizaines de vos ordures ?



NDLR

Notre collaborateur A.B. se trouve dans l'impossibilité de répondre à l'abondant courrier soulevé par son article contre la pêche sous-marine, puisqu'il se trouve actuellement en vacances aux Antilles, corps et âme consacré à son sport préféré : la pêche sous-marine.



« Le Temps du surréel » de Pierre Naville (2)

REEL ET SURREEL

par Jean-Marie Vincent

Lundi dernier, nous publions ici même l'avis de Vincent Bounoure, directeur de la revue « Surréalisme », sur le premier tome de l'ouvrage autobiographique de Pierre Naville, « le Temps du surréel ». Bounoure portait un jugement très critique. Notre camarade Jean-Marie Vincent, par contre, l'a apprécié de façon assez différente. Il vous dit pourquoi. Si vous n'êtes pas convaincu ni par l'un ni par l'autre, lisez le livre de Naville, cela semble se justifier.

Il est des livres qu'on s'empresse d'oublier une fois qu'on les a lus. Ils nous confirment simplement dans notre confort moral ou nous fournissent la dose d'évasion et d'oubli qui nous est nécessaire pour supporter la vie telle qu'elle est et telle qu'elle se perpétue dans sa routine oppressante. Le livre de Pierre Naville n'est pas de ceux-là qui fait revivre le Temps du surréel (1); c'est-à-dire des

moments décisifs de l'histoire du surréalisme. Une fois refermé, il continue à susciter des interrogations et à transformer la vision que l'on peut avoir du monde environnant.

Dans ce travail de remémoration, mais aussi de re-élaboration, P. Naville insiste avec force sur le fait que l'entreprise surréaliste était d'abord une critique de l'objectivité sociale constituée, une volonté délibérée de soulever la croûte du quotidien.

Les procédés utilisés dans l'activité surréaliste, l'écriture automatique notamment, n'avaient pas essentiellement pour but de faire apparaître l'extraordinaire ou le bizarre, mais bien d'aller au-delà des apparences, et grâce à des rapprochements inattendus, de déranger l'ordre des choses en vue de changer celui de la société. Les surréalistes, tout au moins les meilleurs d'entre eux, partaient à l'assaut de l'impossible, c'est-à-dire voulaient ouvrir d'autres possibilités à l'activité humaine, sans s'arrêter à des routines séculaires, sans se laisser impressionner par les impératifs de la reproduction du capital.

Le surréalisme était l'expérimentation, prospection de régions secrètes, non encore explorées en fonction des interdits décrétés par une bourgeoisie aveugle et sourde à tout ce qui n'est pas renforcement de la domination du capital sur la vie et les relations sociales. Plus encore que l'inconscient au sens freudien



André Breton, Diego Rivera, Léon Trotsky et Jacqueline Breton à Mexico en 1938.

Reims, Saint-Dizier, Chaumont, GrayM Départ le 13 au matin. Frais d'essence partagés. Demander Marianne au 32.82.21 jusqu'au 11 août.

Service compris

CHATEAUVALLON

Je cherche quelqu'un qui pourrait m'héberger pendant la durée du festival de Châteaувallon, du 17 au 24 août. Tél. au (90) 39.24.34 et demander Christophe.

Propose une ou deux places Saint-Quentin-Dôle (Jura), via

LEGENDE

- ☀ EMBLEME
- ☁ VARIABLE
- COUVERT
- ☔ PRECIPITATIONS
- ❄ NEIGE
- ☀ AVERNES
- ☀ ORAGES
- ☁ BRUMES ET BRUILLARDS

Quand trois militants décident de faire du naturisme à l'île du Levant

Sitôt débarqué, on tombe sur un grand panneau sur lequel, outre un plan approximatif de l'île, on peut lire le règlement de l'ordre moral des naturistes.

Premièrement, on s'aperçoit que presque l'entièreté de l'île appartient à la marine nationale et le reste à un conglomérat d'actionnaires. Le règlement, juste à côté de la casemate du CRS, vous souhaite la bienvenue à sa manière : « Héliopolis, domaine naturiste privé, est heureux de vous recevoir. Vous êtes invité à noter les règles suivantes que les gardes assermentés feront strictement respecter : 1) la plus haute tenue morale est exigée en tout lieu ; 2) le port du minimum est obligatoire pour circuler dans le lotissement mais le nudisme est pratiqué sur tout le bord de mer ; 3) les photos et films sont rigoureusement interdits. » On vous fait grâce du reste. Que c'est beau, que c'est pur, que c'est moral !

La suite nous montrera ce qu'il en est réellement : la tenue morale, parlons-en ! Le jour, on se promène plus ou moins nu, en jouant aux gens super-libérés qui ne s'occupent plus de leur corps alors qu'en fait, chacun repère avec qui il va « baiser » le soir ; car il faut dire par exemple, que contrairement au règlement qui stipule que le bruit est interdit de 22 h à 7 h, toute la faune locale se défoule la nuit dans les boîtes, fort curieuses par ailleurs : chacun et chacune y

va de son plus bel appareil et malheur à celles qui se mettraient les seins nus : elles risquent le viol.

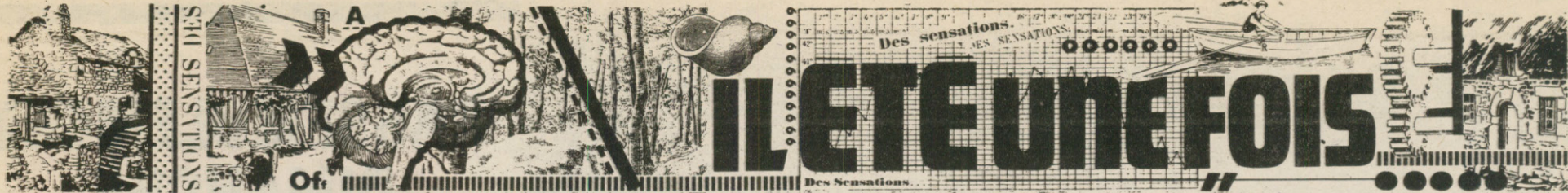
Ici, on refuse l'électricité, mais c'est pour mieux profiter d'un confort tout électrique individuel grâce à son groupe électrogène. Les prix sont aussi très naturistes ! Le moindre café, soit disant à l'eau minérale, l'eau du robinet étant dite non potable, coûte au minimum 3,50 F la demi-tasse. Ne parlons pas du reste, nous mangions des sandwiches. Des mauvaises langues ne sont pas sans s'assurer que la bouffe de restaurant n'est pas de toute première fraîcheur !!!

Beaucoup de gens regardent les cartes postales ; sur la plupart, des femmes nues dans le meilleur style Lui ou Play-boy. Mais là, attention rien à voir, car c'est pris sur l'île du Levant !!! Ici, naturisme et femmes-ob-jet font bon ménage...

Au Levant, le naturisme, c'est finalement une mystification idéologique : l'égalité formelle est instaurée par la nudité, alors qu'en fait, la bourgeoisie vit dans ses luxueuses villas pendant que les quelques prolos égarés s'entassent dans les 2 ou 3 campings bidonvilles de l'île.

Comme nous a dit une personne du camping : « Quand on vient là une fois, on ne peut plus faire autrement que de revenir !!! »

M.A.T.



du terme, c'est l'informulé, le non-encore-conscient, les creux, les manques des relations entre les hommes et de l'application de ces relations aux mondes naturels et techniques que les surréalistes pourchassaient. La quête du surréel n'était pas la recherche de l'inaccessible ou de l'absolu, mais mise de l'imagination dans les choses pour leur restituer cette mobilité que leur ravit la pétrification des rapports humains pour, ainsi, faire danser et bouleverser une société enfermée dans les échanges mercantiles.

La démarche surréaliste

La démarche surréaliste était par conséquent exigeante et ambitieuse. Il n'était pas question de s'en tenir aux conceptions habituelles de l'art et de la littérature, puisqu'il fallait en finir avec les phrases et passer à des attaques concrètes contre l'ordre établi. Le surréalisme se voulait révolution ou au service de la révolution. Pierre Naville le dit très bien, lorsqu'il rappelle que les surréalistes tenaient à introduire dans la vie intellectuelle les méthodes d'agitation employées par le mouvement ouvrier (tracts, réunions, brochures, manifestations). Avant tout, il fallait éviter l'assoupissement dans l'art ou le piège du quiétisme poétique, c'est-à-dire le piège de la transfiguration de la réalité pour faire oublier ses aspects sordides et repoussants. Le surréalisme devait débusquer tous les conservatismes, secouer tout le train-train d'une vie passive et végétative, et dégager l'horizon de toutes les fausses perspectives bourgeoises. A ce stade, le surréalisme devait se confronter ou se mesurer au courant le plus conséquent du mouvement ouvrier et du marxisme, le communisme. Comme le montre Pierre Naville, il le fit avec beaucoup de difficultés, parce qu'il restait très souvent prisonnier de la division du travail, autrement dit du cloisonnement entre les activités humaines produit et reproduit par le fonctionnement du capitalisme. La politique, c'est-à-dire la mise en question de l'organisation sociale et du pouvoir, était quelque chose de déroutant pour la majorité des surréalistes malgré l'attraction plus ou moins mythique de la révolution d'Octobre. L'activité militante ne renvoyait-elle pas très vite à un monde très prosaïque et aride, fait de plus de répétition que d'invention, de plus de peines que de joies. La tentation était donc forte de rendre un hommage de principe au communisme, lointain et peu questionné, et de prendre la fuite vers ce que Pierre Naville appelle l'héritage conciliateur du symbolisme, c'est-à-dire vers un au-delà du présent qui laisse la réalité capitaliste intacte, bien que vouée aux gémonies. Le surréalisme pouvait être aussi bien destruction des fétiches du monde quotidien — pour changer la vie — que re-création d'un monde de l'évasion et de la sublimation. A la limite, on pouvait même aboutir à l'attitude apolitique de Dali, mettait carrément l'illusion à la place de la réalité dans sa méthode paranoïaque-critique — ce qui, après tout, valait mieux que se prétendre



Portrait de Meret Oppenheim par Man Ray (1933).

révolutionnaire, quand on faisait tout pour ne pas l'être...

Libérer les rapports entre le quotidien et l'imaginaire

C'est cette ambiguïté de la subversion surréaliste que Pierre Naville a voulu lever. Lors de la rupture avec ses amis surréalistes, son propos n'était pas d'abandonner la recherche du surréel, mais bien de la prolonger et de l'enrichir de nouveaux points d'attaque. Pour lui, aucune activité, pas même la poésie, n'était innocente en fonction de son insertion dans les mécanismes de la société bourgeoise comme activité séparée des autres, et en tant que telle contrôlable par la classe dominante. Ce qu'il voulait par conséquent, c'était faire converger dans l'activité politique révolutionnaire les apports divers et irremplaçables de la subversion du langage et de la quotidienneté, des bouleversements scientifiques et des pratiques collectives mises en valeur par la révolution d'Octobre. Pierre Naville ne renonçait pas à aller voir derrière les objets sclérosés et les miroirs déformants de la réalité capitaliste. Bien au contraire, il voulait que soit poussée à l'extrême la lutte pour la reconstruction de la trame sociale, pour l'établissement de rapports libérés entre le quotidien et l'imaginaire, entre le monde organisé et celui de la création, entre le présent et le futur. Pierre Naville n'était cependant pas assez naïf pour croire que le monde de l'objectivité constituée puisse être renversé par un coup de baguette magique, par une sorte de révélation subite des horizons nouveaux entrevus par l'activité surréaliste dans toutes ses formulations anticipées. Il savait que l'entreprise révolutionnaire était une longue patience, un labourage obstiné et ingrat du sol endurci par toutes les résistances du fait accompli, par la répétition d'actions obligatoires et routinières, par le poids apparemment indépassable et irrécusable d'un présent envahissant. Cela l'immunisait à l'avance contre le dogmatisme et contre toute réception religieuse du marxisme qui aurait fait disparaître les problèmes comme par enchantement. Son adhésion au communisme n'était pas une manifestation d'allégeance inconditionnelle à un ensemble d'appareils, elle était l'adop-

tion réfléchie de nouvelles méthodes d'exploration et de transformation du monde, comme en témoigne son ralliement très rapide à l'opposition de gauche (alors que la majorité des surréalistes était encore très loin de se poser des questions sur la stalinisme).

Contradictions de la politique

Dans la politique, Pierre Naville cherchait donc une nouvelle synthèse entre l'esprit d'invention et la préparation systématique d'assauts précis contre le capitalisme. Cela n'avait rien à voir avec la volonté de puissance ou un réalisme de bas étage, encore moins avec une tentation de l'aventure sans rivages, mais tout avec une pratique prenant le contrepied de la politique au sens bourgeois du terme. Il ne pouvait s'agir de flatter les individus dans leurs pulsions d'individus bornés et égoïstes ou à l'inverse de se laisser aller à des engouements collectifs irraisonnés, produits plus ou moins inévitables de l'asservissement des masses et de leurs difficultés à se frayer de nouvelles voies. La politique à laquelle Pierre Naville se consacrait n'était pas une voie royale, pas plus la voie des certitudes absolues que celles des succès assurés. Dès le départ, c'était une politique de minoritaires qui ne se satisfaisaient pas d'être minoritaires, mais qui se fixaient des objectifs délibérément ambitieux, secouer la chape de plomb du stalinisme en train de triompher, restructurer le mouvement ouvrier sur des bases révolutionnaires, en disposant de moyens apparemment dérisoires. Dans ces conditions, la politique ne pouvait être que le lieu de graves contradictions, la présence simultanée d'exigences inconciliables ou incompatibles. La recherche de la fraternité la plus large pouvait s'opposer aux nécessités de la délimitation tactique ou stratégique, tout comme les problèmes tactiques les plus immédiats pouvaient obscurcir l'horizon de la lutte pour le communisme. En outre, Pierre Naville ne se faisait pas d'illusions sur la fragilité des individus dans un monde hérissé d'obstacles et de difficultés ni sur les disparités qui pouvaient apparaître entre le cœur et l'intelligence. Il n'ignorait pas les « vertus insurrectionnelles de l'amour », mais il savait aussi qu'elles

pouvaient s'épuiser contre les murailles du quotidien. C'est pourquoi la politique révolutionnaire, à ses yeux et avec le recul du temps, ne peut être qu'un perpétuel dépassement, le défrichage ininterrompu de nouvelles voies pour surmonter nos moments de faiblesse, pour relier sans cesse les combattants à de nouvelles perspectives. Pierre Naville qui, aujourd'hui, ne regrette rien, mais, incorrigible, persiste, appelle maintenant à s'armer d'un nouvel outillage imaginant. Ce n'est certainement pas de trop pour voguer sur la mer de l'imaginaire, affronter les récifs de la réalité et s'ouvrir les passes du futur.

Jean-Marie Vincent



C'est la fête à Vinsobres et à Nyons

Les 11, 13, 14 et 15 août, c'est la fête à Vinsobres et à

Nyons (Drôme), organisée par l'Abeille vinsobraise et le club des jeunes

Il y aura du théâtre : « les Paysans », présenté par le théâtre de l'Olivier, le jeudi 11 à Nyons (Théâtre de verdure, 21 h) ; « la Révolte des Cascavéus », présenté par le Centre dramatique occitan de Toulon, le samedi 13 à Vinsobres.

Il y aura aussi de l'animation pour les enfants et pour les autres, de la musique, de la danse, des expositions et des débats. Parmi les participants : Etron Fou Leloublanc, le mime Duval, les Riverside Singers, les Mont Joia, Graffity's, etc.

Les militants et les lecteurs de « Rouge », les organisations du mouvement ouvrier présentes dans la région sont cordialement invitées à venir s'amuser, à manger, à boire et à discuter. Un comité des vignerons vous accueillera. Camping gratuit.

A la Vieille Grille, à Paris

Michel Haumont et Alain Giroux, duo de guitares, jouent à la Vieille Grille, 1, rue du Puits-de-l'Hermite, Paris V^e (tel. : 707.60.93), à 23 h.

TELEVISION

Mercredi 10 août

— TF 1 —

- 12.30 Le francophonissime
- 13.00 Journal
- 13.35 Lucien Leuwen
- 18.05 Pour les jeunes
- 18.15 Les Mystères de l'Ouest
- 19.20 Actualités régionales
- 19.45 Candide caméra
- 20.00 Journal
- 20.30 Désiré Lafarge et ce cher Alfred
- 22.00 Carpeaux, inconnu célèbre
Documentaire de Gérard Pignol, avec des commentaires de Max-Pol Fouchet, sur le sculpteur Jean-Baptiste Carpeaux, ami de Napoléon III, élève de Rude, maître de Rodin.
- 22.55 Journal

— A 2 —

- 15.00 Le monde en guerre : Stalingrad
La bataille centrale du front russe.
- 16.00 Aujourd'hui madame
Sur le reggae. Bob Marley n'est pas invité.
- 16.50 Bonanza
- 17.35 La vie des insectes : guêpes et abeilles
Dialectique des fleurs et des abeilles.
- 18.00 Vacances animées
- 18.45 Flash d'information
- 18.55 Des chiffres et des lettres
- 19.20 Actualités régionales
- 19.45 En ce temps-là, la joie de vivre
- 20.00 Journal
- 20.30 Un Shériff à New York
- 21.50 Question de temps : la social-démocratie
Jean-Pierre Elkabach et Louis Blériot présentent ce soir Georges Sarre, dirigeant du CERES et Olivier Stirn, secrétaire d'Etat aux TOM-DOM.
- 23.10 Journal

— FR 3 —

- 19.20 Actualités régionales
- 19.40 Pour la jeunesse
- 20.00 Les jeux de vingt heures
- 20.30 Le cri de la victoire
Film américain de Raoul Walsh (1955), d'après un roman de Léon Uris. L'approbation de la clique militaire US ne devrait pas vous poser des problèmes de conscience pour apprécier ce film... puisque la guerre du Vietnam est finie et que Jimmy Carter veille sur la paix du monde !
- 22.40 Journal

SOUSCRIPTION

Ancien total 615 318,29
 Nouvel avoir 4 854,57
 Nouveau total 620 172,86

- M. et S., Paris XIV^e 300,00
- M. C., Vincennes 1 000,00
- L.-L. G. Livry-Gargan 80,00
- P. S., Saint-Vrain 1 000,00
- Diffuseurs Dijon 100,00
- Martine : « Ma participation à la survie de Rouge » 50,00
- F. B. : « J'ai trouvé du boulot. » 50,00
- G. B., Paris XVII^e 100,00
- M. C., Paris : « Pour vous aider à passer le cap. » 100,00
- M. C., Lille 60,00
- Agnès et Jean-Luc : « Pour que Gwenaële, née le 5 août, à Pithiviers, puisse avoir le choix de lire Rouge. » 200,00
- De la part d'une lectrice de Rouge, Vaires 50,00
- R. M., La Plume 100,00
- Militant CGT, Compagnie bancaire 100,00
- Militant CGT, Compagnie bancaire 100,00
- Syndiquée CGT de la Compagnie bancaire 20,00
- Reste d'un pot, Compagnie bancaire 10,00
- Groupe bolchevik-léniniste : « Pour que vive Rouge, pour la IV^e Internationale. » 1 300,00
- T. W., Sarrebruck 84,57
- Andrea 50,00

• Chèques et mandats à l'ordre de la SPN et à l'adresse du journal.

ABONNEMENT VACANCES

Si vous partez en vacances n'oubliez pas de lire « Rouge » tous les jours, mais si vous n'êtes pas sûr de le trouver dans votre lieu de vacances, la meilleure solution pour assurer votre lecture quotidienne est de prendre un « abonnement vacances ».

Vous avez le choix entre un abonnement de 15 jours, d'un mois ou de deux mois. Si vous partez trop loin, vous pouvez vous abonner à votre adresse habituelle. A votre retour vous trouverez tous les journaux.

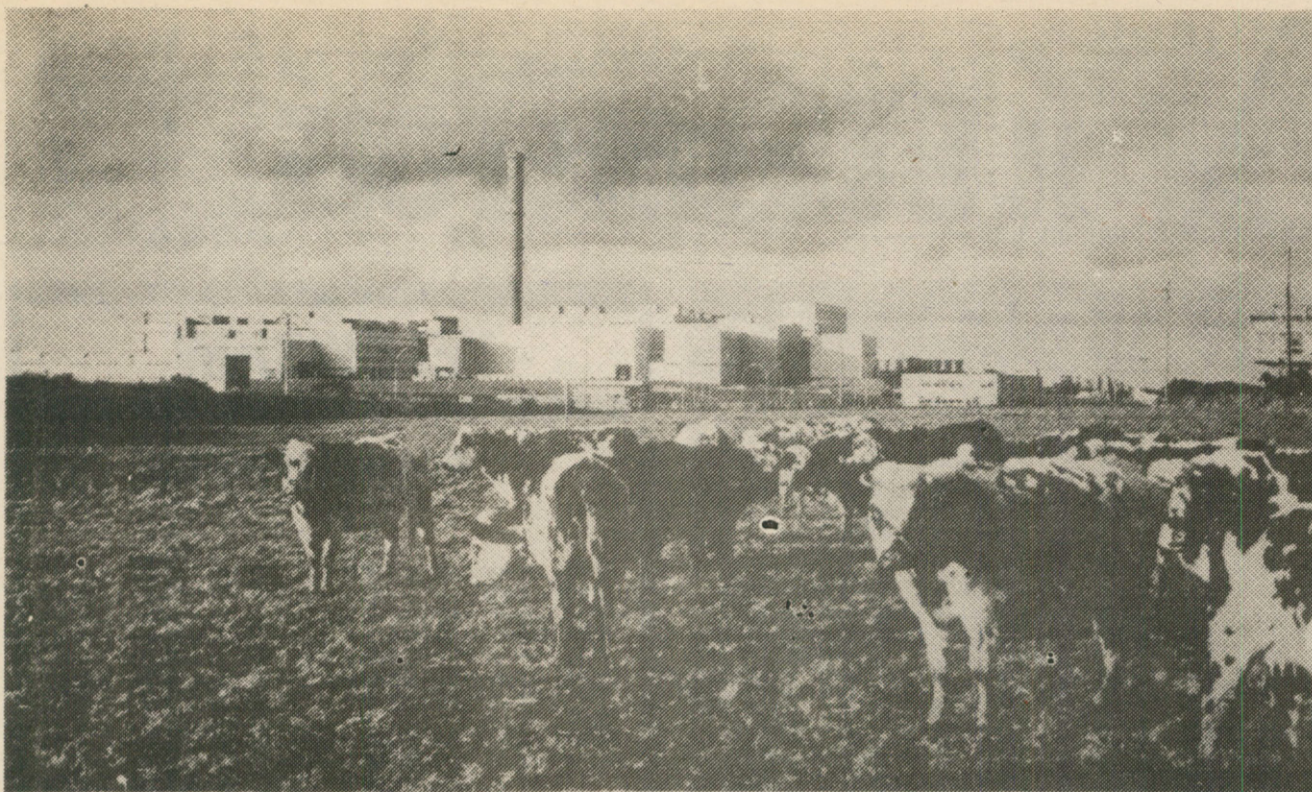
Pour ceux qui sont abonnés, il suffit de nous envoyer votre adresse de vacances, la période choisie, et la dernière bande d'envoi. Si vous êtes abonné en France et si vous partez à l'étranger, nous vous ferons parvenir le détail des frais supplémentaires.

ABONNEZ-VOUS DES AUJOURD'HUI
Bulletin d'abonnement
(Envoyer le bulletin au service d'abonnement)

Nom
 Prénom
 Adresse
 Ville Code postal
 Période du au

Tarif (encadrer le tarif choisi) :

Période :	15 jours	1 mois	2 mois
France :	30 F	55 F	80 F
Etranger :	60 F	90 F	135 F



Le centre de traitement des déchets nucléaires de La Hague, dans le Cotentin (Manche). Flamanville est à côté. Si le projet passe, il vaudra mieux éviter la région !

Le cap de La Hague, c'est en France, dans le nord du Cotentin, département de la Manche. Et pourtant, on se croirait en Irlande, tout y est : la violence du vent, le vert de l'herbe, le granit des maisons, les murettes de pierre autour des champs qui descendent en pente douce jusqu'à la mer...

Et c'est ici, dans ce merveilleux pays aux falaises de granit et aux immenses plages de sable, qu'EDF a planté ses griffes.

D'abord, en y construisant l'usine de La Hague, cimetièrre et centre de traitement de déchets nucléaires, où le trafic de déchets en provenance des centrales françaises se doublera bientôt de celui des combustibles irradiés — encore très radio-actifs — de provenance étrangère (Suisse, Allemagne, Belgique, Suède, Japon), faisant de La Hague une « poubelle internationale ».

Et puis, comme l'appétit de la bête est inextinguible, EDF s'en est prise au cap de Flamanville, juste en dessous.

Flamanville, c'est aussi beau que le cap de La Hague. Le vent y a les mêmes colères et la mer les mêmes fabuleuses couleurs de brume. Sur le plan économique et social, le *Cafard des Falaises* (journal de lutte antinucléaire de Flamanville-La Hague) définit Flamanville comme suit : « Commune de 1376 habitants, à vingt kilomètres du centre de retraitement de Jobourg-La Hague, quarante-cinq familles d'agriculteurs, à majorité de petites exploitations (élevage), neuf familles de pêcheurs, une majorité de familles ouvrières travaillant soit au CEA de Jobourg-La Hague, soit à l'arsenal (sous-marins nucléaires), soit dans les entreprises cherbourgeoises (soixante kilomètres de trajet quotidien aller-retour) travaillant pour l'arsenal, pour le CEA ou dans le bâtiment.

« En 1963, fermeture de la mine de fer de Diélette (hameau et port de Flamanville) et reconversion d'une partie des ouvriers dans la construction du centre de Jobourg. Certains sont licenciés à nosveau à la fin de la construction. Le traumatisme de la fermeture de la mine se traduit par une peur du chômage, problème aigu dans une région sous-développée industriellement, et argument de choix pour toute manipulation. A la tête de la commune : Varin, maire, ancien ouvrier qui a été gendarme maritime, ancien socialiste IV^e République, de style centre-gauche. »

C'est là qu'EDF veut implanter une centrale nucléaire de quatre tranches de 1 300 mégawatts (soit 5 200 au

LA BELLE VACHERIE DE FLAMANVILLE

La manifestation de ce week-end, à Flamanville (Manche), constituera la troisième étape des grands rassemblements écologiques et antinucléaires de l'été. Après Malville et Naussac (et le même jour que la marche sur le Larzac), Flamanville verra à nouveau des milliers de personnes s'opposer à la politique gouvernementale et plus précisément à son pro-

gramme électronucléaire. Il s'agira dimanche d'une fête où les forums alterneront avec les récitals de chanteurs. Organisée par le CRILAN (Comité régional d'information et de lutte antinucléaire), elle doit se tenir sur un terrain privé à plusieurs kilomètres de Flamanville et de l'usine de La Hague.

total), la plus forte centrale jamais construite au monde, arguant du faible taux de densité de la population (trente-sept habitants au kilomètre carré). S'appuyer sur un tel argument, c'est déjà reconnaître que la présence d'une telle centrale comporte pour les populations des risques considérables, comme si la très forte concentration du nucléaire dans la région (sous-marins atomiques à Cherbourg, traitement de déchets et cimetièrre de déchets à La Hague) ne suffisait pas ! Pourtant, ici, on pourrait vivre de l'agriculture et de la pêche, développer la mise en culture de la mer. Alors, c'est la lutte.

Comment ne pas se révolter quand on apprend que, sans même parler des risques d'accident, selon les documents officiels d'EDF, « les rejets gazeux se dilueront dans l'atmosphère ambiante » et qu'une partie des corps radioactifs (uranium 235, 238 et plutonium 239, 241) « s'échappent dans l'eau de refroidissement » (alors qu'on sait qu'un millièrre de gramme de plutonium peut causer un cancer du poumon ?

En décembre 1974, la presse locale parle du choix possible du site pour la construction d'une centrale électronucléaire ; le conseil municipal donne son accord et, devant l'opposition croissante de la population, organise, en avril 1975, un référendum qui donne une majorité aux pronucléaires. Mais, la semaine suivante, cinq mille personnes participent à une marche de protestation, à l'appel des antinucléaires regroupés dès décembre 1974 dans un comité de défense.

C'est que, en effet, le choix du site est aberrant.

La formation géologique du cap a provoqué de nombreuses cassures dans le relief et une coulée de fer, exploitée, donc truffée de galeries ; ce sol peu stable accentue les

risques d'accident et le fer récupère au sol une partie de l'électricité des lignes.

Le cap se trouve dans une zone de tremblements de terre possibles et est exposé aux tirs en provenance du camp militaire de Blinville.

Le dérochement de la falaise, haute par endroits de quatre-vingts mètres, ouvrira la plus grande carrière du monde ; avec les cent mille tonnes de béton nécessaires à la digue qui protégera la centrale des tempêtes, le prix de revient de ce chef-d'œuvre d'horreur sera de 13,7 milliards de francs 1977 !

Et pour approvisionner la Bretagne, la Haute-Normandie ou la région parisienne, il faudra raccorder les lignes très haute tension (THT) de 400 000 volts (730 000 volts prévus pour 1980) au réseau national. Et ça signifie des centaines de kilomètres de couloirs de ligne THT de deux cent cinquante mètres de large, avec au minimum quatre pylones de soixante-dix à cent dix mètres de haut tous les cinq cents mètres. Le ciel du canton des Pieux sera une véritable toile d'araignée électrique !

Ça signifie aussi un bruit intolérable jour et nuit, le danger de foudre accru, l'insécurité et parfois l'impossibilité des travaux agricoles (un tracteur, c'est pas fait pour les slaloms !), des conséquences néfastes pour l'organisme humain déjà constatées aux USA (maux de tête, fatigue, dépression, risques cardiaques...) et l'expropriation des terres. Alors, rien d'étonnant si un comité d'agriculteur contre la centrale et les couloirs de ligne s'est créé dès septembre 1975.

Les pêcheurs aussi se sont organisés en comités. Quand on est pêcheur à La Hague, comment accepter un projet qui prévoit le rejet à la mer d'eaux chaudes et chlorées ?

« Par rapport à son état naturel, l'eau sera réchauffée de quinze degrés. » (EDF dixit.) Eaux tropicales ? Brouillards ? Les dents de la mer à Flamanville ? En tous cas, cela en sera fini des homards et des crabes. De plus, le chlore sera introduit dans l'eau de refroidissement pour y détruire le plancton et empêcher les moules de s'y fixer. Alors, quand on sait qu'à Vendellos, en Espagne, les rejets de chlore ont détruit toute vie marine dans un rayon de plus de dix kilomètres, combien de pêcheurs, de Saint-Vaast au Mont-Saint-Michel, devront abandonner la pêche en mer ?

Ici, les pêcheurs travaillent dur : la saison commence en février et se termine dès septembre. La mer est souvent mauvaise. A ces conditions de travail pénible, vient maintenant s'ajouter la pollution nucléaire. « On ne pêche plus sous Beaumont-La Hague ; depuis deux ans, des taches bizarres, comme des ulcères, sont apparues sur la carapace des crabes. La chair elle aussi noircit », dit Albert, pêcheur de Flamanville. L'avenir l'inquiète : « La Hague pollue. Mais avec la centrale, il y aura encore plus de déchets. Essayez de mettre de l'eau de javel dans un aquarium et vous verrez. Le chlore détruira tout, il faudra se reconverter. » C'est pourquoi Albert et sa femme Louissette, militante de la première heure, se battent contre le projet de la centrale avec le CRILAN.

Et, devant eux, les technocrates d'EDF apparaissent pour ce qu'ils sont : des ignorants, menteurs et inconscients.

Mais aussi des pirates. EDF n'a pas hésité à commencer les travaux sur le site en février 1977, en pleine illégalité, sans titre de propriété ou de location, arguant de l'avis favorable des commissaires après une procédure illégale. En effet, malgré la lettre du ministre de l'Industrie deman-

**RASSEMBLEMENT
DIMANCHE
CONTRE
L'IMPLANTATION
DE LA CENTRALE
NUCLEAIRE**

mobiles reviennent en force ; des engins d'EDF crament en représailles. « C'est comme pendant l'occupation », disent les habitants. Actuellement, le site est entouré d'une double haie de barbelés, gardé par des vigiles et leurs chiens. Les forces de l'ordre nucléaire patrouillent, préfigurant les charmes de la société future made by EDF.

Le climat est de plus en plus tendu à Flamanville. Le fossé se creuse inexorablement entre les « anti » et les « pro », se greffant sur des rancunes familiales et des histoires de voisinages. Les trasseries administratives se multiplient : les paysans sont convoqués quatre par quatre pour le retrait du permis de conduire (motif : entrave à la circulation !), le chantage aux HLM s'exerce sur les pêcheurs, les perquisitions et amendes deviennent monnaie courante. Le brigadier de gendarmerie des Pieux, dit « le shériff », se croit au far-west et va directement chez les militants pour obtenir des renseignements que lui demandent les Renseignements généraux (combien de cars prévus pour une manifestation, qui se rendra à telle fête, etc.).

La plupart des pronucléaires sont des commerçants attirés par l'argument suivant : la patente versée par EDF à la municipalité (c'était avant la loi sur la taxe professionnelle, mais il y croient toujours) sera une manne d'or pour Flamanville ; mais aussi des jeunes, chômeurs pour la plupart, et habitants du coron où le coup de poing est considéré comme le moyen de discussion le plus efficace. Un cafetier de Flamanville, immortalisé par Cabu, conseiller municipal et gérant du camping municipal (autrefois gratuit) les chauffe, les excite, les manipule, promettant des emplois, entretenant le mythe de l'électricité gratuite, faisant miroiter le rêve d'une piscine chauffée, comme à Saint-Laurent-des-Eaux qu'il a visité, avec toute la municipalité, aux frais d'EDF et en trois étoiles, bien sûr !

En face, les antinucléaires sont résolus. Les agriculteurs, dont EDF convoite les parcelles, ont réuni leurs terres dans un groupement foncier agricole (GFA) riche déjà de 40 000 F, pactole qui servira à racheter les terrains de ceux que les offres d'EDF tenteraient. Déjà vingt-deux hectares sur quarante-quatre ont été réunis. Les agriculteurs espèrent bien par ce type d'action mettre en difficulté EDF. Le pourront-ils vraiment ? Le rassemblement de ce week-end devrait pouvoir apporter une réponse plus précise...